

DEUXIÈME ATELIER RÉGIONAL
SUR LES LIGNES DIRECTRICES VOLONTAIRES DE L'OIBT
POUR LA GESTION DURABLE DES FORÊTS TROPICALES
NATURELLES
Cotonou, République du Bénin, 08-12 mai 2017

**GESTION DURABLE DES FORETS
AU BENIN :
RESULTATS ATTEINTS ET DEFIS**

Présentée par : Maxime AGOSSOU

Plan de présentation

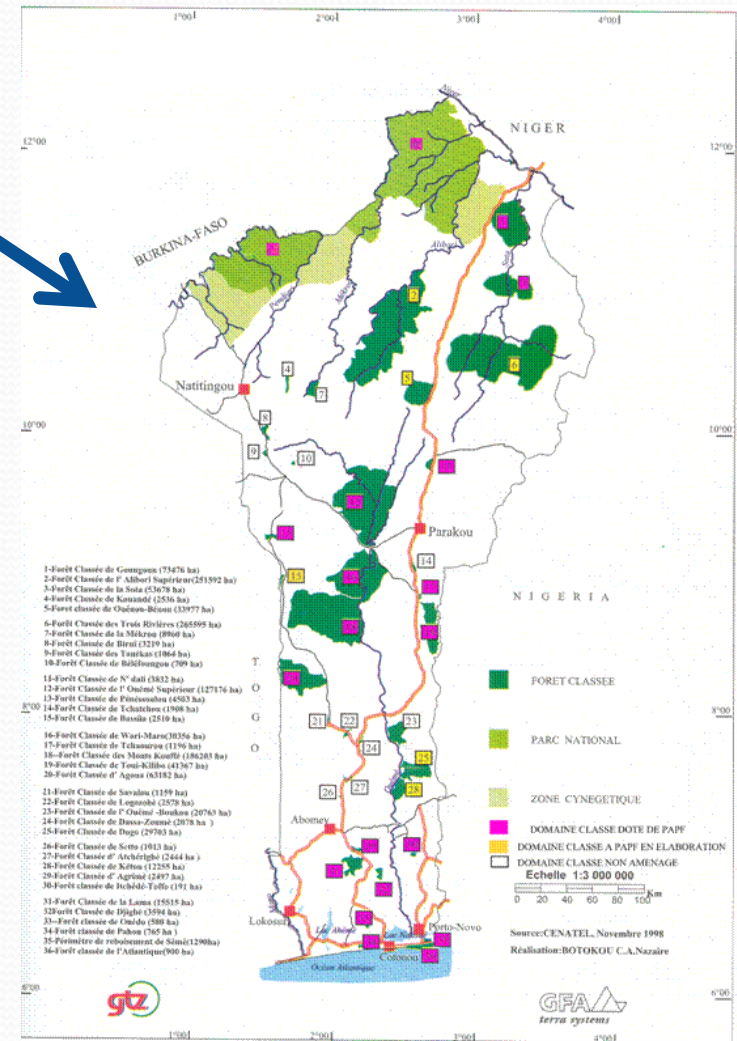
- 1. Situation du secteur forestier Béninois**
- 2. Aspects politiques de la GDF**
- 3. Aspects légaux de la GDF**
- 4. Aspects institutionnels de la GDF**
- 5. Leçons tirées**
- 6. Réalisations/résultats**
- 7. Défis**
- 8. Stratégies actuelles et futures**
- 9. Perspectives d'avenir**
- 10. Conclusion**

Situation du secteur forestier Béninois

superficie de 114.763 Km², le Bénin dispose d'une couverture forestière: 2,7 millions d'hectares, soit 19% :

- 02 parcs nationaux (829 300 ha),
- 04 Zones cynégétiques (422 300 ha)
- 41 forêts classées (1 315 018 ha)
- 10 Périmètres de Reboisement (8408 ha).
- 3000 Forêts sacrées (environ) dont 109 dotées de PA
- 19 Forêts communales (3150 ha)
- 04 Plantations domaniales (15990 ha)

Environ 70.000 ha de forêt dégradée chaque année (1990 et 2000.)



Aspects politiques de la GDF

- Le Bénin a adopté une déclaration de la politique forestière en 1994 qui a été révisée en 2012.
- En adéquation avec le rapport "Bénin Alafia 2025", la vision de la nouvelle politique forestière du Bénin à l'horizon 2025 est la suivante : *«Un Bénin vert où les ressources forestières, fauniques et naturelles sont gérées de manière durable pour la satisfaction des besoins écologiques, économiques et socio – culturelles des populations et contribuent à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la lutte contre les changements climatiques»*.
- Trois (03) objectifs sont poursuivis : (i) *assurer l'intégrité des écosystèmes et la durabilité des ressources naturelles*; (ii) *améliorer la contribution du secteur des forêts et des ressources naturelles au Produit Intérieur Brut (PIB)*; (iii) *dynamiser la coordination du système de gestion du secteur forestier*.

Aspects légaux de la GDF

La Constitution du Bénin a donné une place importante à la protection de l'environnement (article 27) « toute personne a droit à un environnement sain, satisfaisant et durable et a le devoir de le défendre. L'Etat veille à la protection de l'environnement».

- la loi n°93-009 du 02 juillet 1993 portant régime des forêts,
- la loi n°98-030 du 12 février 1999 portant loi-cadre sur l'environnement,
- la loi n°2002-16 du 18 octobre 2004 portant régime de la faune,
- la loi n°97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes ,
- la loi n°2009 du 17 B portant modalités de l'intercommunalité,
- la loi n°2013-01 du 14 août 2013 portant code foncier et domanial **etc.**

Aspects institutionnels de la GDF

Au plan institutionnel, il y a :

- L'Etat qui assure à travers le Ministère en charge des forêts, la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse (DGEFC), les organismes publics, des fonctions de trois ordres (régaliennes, partagées et transférées)
- Les Communes (espaces verts, forêts communales, etc)
- Les communautés riveraines (pierre angulaire de l'aménagement participatif des forêts)
- Le secteur privé (ANUB, UPB, ANEB-PR, ANTB, etc.)
- Les ONG (CESAREN, GNTDD, Nature Tropicale ... etc)

Leçons tirées

L'application du système de gestion participative a permis de :

- Doter 26 forêts classées de plans d'aménagement forestier participatif ;
- Doter 109 forêts sacrées de plans de gestion simplifiée ;
- Promouvoir les plantations privées sur l'ensemble du territoire national.

Cependant, les forêts continuent d'être détruites et remplacées par les cultures agricoles, commerciales et les pâturages. Là où les contrôles sont faibles, les forêts sont presque rasées.

Réalisations/résultats

- **CRITÈRES ET INDICATEURS (PC&I) de l'OAB-OIBT**

Devenu membre de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) en 2011, le Bénin a reçu l'appui conjoint de l'Organisation Africaine du Bois (OAB) et de l'OIBT et s'est doté des Principes, Critères et Indicateurs (PC&I) nationaux d'aménagement durable de ses forêts naturelles et de ses plantations forestières.

- **PREPARATION AU REDD**

Dans le cadre du processus REDD+, le Bénin a élaboré le diagnostic foncier forestier avec l'appui de l'ONUREDD

Par ailleurs, Le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) à travers son projet « GEOFORAFRI : Renforcement de capacités et accès aux données satellitaires pour le suivi des forêts en Afrique Centrale et de l'Ouest » a aussi fait un rapport diagnostic en février 2014.

NB : Le Bénin ne s'est pas encore engagé dans le système FLEGT-APV mais a bénéficié d'un financement FLEGT pour l'ONAB (appui système de traçabilité du bois) ; des efforts sont consentis par l'ONAB pour s'engager dans un système de certification de ses plantations domaniales de Teck

Réalisations/résultats

❑ Opérations de reboisement en 2014 et 2015

| Années | Plants mis en terre | Superficie reboisée |
|--------|---------------------|---------------------|
| 2014 | 11 092 881 | 9 257 ha |
| 2015 | 10 936 013 | 9 834 ha |

NB : Ces résultats ont été atteints grâce à la mise en œuvre du Projet 10 millions d'âmes, 10 millions d'arbres

❑ Enrichissement des forêts dotées de Plan d'aménagement participatif

Dans le cadre de l'aménagement des forêts dotées de PAP , un enrichissement a été réalisé chaque année. Ainsi, la forêt de l'Alibori Supérieur (132 ha enrichie). Elle est suivie des massifs de l'Ouémé Supérieur-N'Dali et Tchaourou-Toui-Kilibo (103, 8 ha). Par contre, la forêt de Logozohè se distingue des autres avec une plus faible superficie enrichie (13 ha chacune).

Réalisations/résultats

- **Exploitation de bois d'œuvre et Volume de bois exporté**

| Années | 2013 | 2014 | 2015 |
|-------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|
| Volume de bois exploité | 85 172 m ³ | 132 603 m ³ | 130335 m ³ |
| Volume de bois exporté | 161 676 m ³ | 112903 m ³ | 83204,18 m ³ |

Réalisations/résultats

- Point des recettes, taxes et redevances forestières

| Année | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Taxes et redevances forestières (F CFA) | 1 089 951 874 | 768 039 155 | 717 553 465 |
| Recettes issues des contentieux (F CFA) | 2 055 828 840 | 2 213 210 000 | 1 096 801 896 |
| Total (CFA) | 3 145 780 714 | 2 981 249 155 | 1 814 355 361 |

Les Défis

Les résultats attendus de la mise en œuvre cohérente et diligente de la présente politique forestière nationale, à l'horizon 2025 sont entre autre :

- la stabilisation, la préservation et la valorisation de la biodiversité notamment aux plans économique, social, environnemental, scientifique et touristique ;
- la promotion de conditions de base favorables à la production agro-sylvo-pastorale soutenue ;
- la satisfaction des besoins des populations en produits forestiers et dérivés au meilleur rapport coût / efficacité ;
- le partage équitable des bénéfices et retombées directs et/ou indirects entre acteurs ;

Les Défis

- l'augmentation des revenus générés par le secteur forestier due à une meilleure valorisation des produits ;
- la réhabilitation à un rythme soutenu des plantations avec différentes essences forestières;
- le renforcement des capacités des acteurs non gouvernementaux dans la gestion et la protection des ressources naturelles ;
- l'amélioration des prestations délivrées par les agents forestiers par rapport aux attentes des communautés et des communes ;
- l'amélioration de l'évaluation des biens et services fournis par les écosystèmes forestiers.

Stratégies actuelles et futures

- ❖ Depuis 2008, le Bénin dispose d'un Programme National de Gestion Durable des Ressources Naturelles (**PNGDRN**) axé sur la Déclaration de Paris signée en mars 2005 par des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et des pays partenaires y compris le Bénin et les engagements s'articulent autour de cinq (05) grands principes : (i) **Appropriation** ; (ii) **Alignement** ; (iii) **Harmonisation**; (iv) **Gestion axée sur les résultats** ; (v) **Responsabilité mutuelle** .
- ❖ Mise en place du Fonds National du Développement Forestier (FNDF)
- ❖ Interdiction d'exportation du Bois brute issu des Forêts Naturelles à partir de 2018
- ❖ Création des Cellules Techniques d'Aménagement des Forêts (13 CTAF)

Perspectives d'avenir

- ❖ Certification de la gestion durable des plantations domaniales de teck de l'ONAB
- ❖ Mobilisation de ressources au niveau du Fonds Vert pour le Climat
- ❖ Mise en œuvre d'un Programme de Reboisement Intensif (PRI)
- ❖ Mise en œuvre du PAGEFCOM II
- ❖ Promotion de l'industrie locale du bois

Conclusion

le Bénin dispose d'un arsenal réglementaire et juridique, capable de soutenir et de porter les fondements du développement durable. Mais, les aspects socio-économiques ainsi que la gouvernance environnementale ne sont pas suffisamment pris en compte.

Les actions sectorielles de conservation des ressources forestières à travers la création, l'aménagement et la gestion des aires protégées ainsi que le reboisement n'arrivent pas à endiguer cette dégradation effrénée du couvert forestier. C'est pourquoi, il est important d'adopter une approche globale de conservation des ressources forestières en inscrivant toutes les mesures y relatives dans le cadre général de l'aménagement du territoire.

MERCI

